



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Réf. : CL/4260

Objet : **Appel à candidatures – Prix international UNESCO-Grèce Mélina Mercuri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels (2019)**

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir d'inviter votre gouvernement à soumettre des candidatures pour l'édition 2019 du Prix international UNESCO-Grèce Mélina Mercuri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels.

Ce prix a pour objectif de récompenser les actions exemplaires de sauvegarde et de valorisation des grands paysages culturels du monde.

Le prix a été créé en 1995 en hommage à Mélina Mercuri, artiste remarquable, ancienne Ministre de la culture de la Grèce et ardente défenseuse de la conservation du patrimoine. Il a été renouvelé à la 202<sup>e</sup> session du Conseil exécutif en octobre 2017.

Le lauréat, qui peut être un particulier, une institution ou une organisation non gouvernementale, reçoit une somme de 30 000 dollars américains. Vous voudrez bien trouver ci joints les statuts du prix (annexe I) et les documents à inclure dans les dossiers de candidature (annexe II).

La soumission de candidatures se fait en ligne, depuis le site-web de l'UNESCO où de plus amples informations sur le prix sont également disponibles :

<http://whc.unesco.org/fr/prixpaysagesculturels/> (français)

<http://whc.unesco.org/en/culturallandscapesprize/> (anglais)

Les candidatures doivent être soumises à l'UNESCO, en anglais ou en français, au plus tard **le 30 avril 2019** (heure de Paris à minuit, UTC + 1). Le Secrétariat du Prix (Centre du patrimoine mondial – tél. : + 33 1 45 68 18 21 ; courriel : [melinamercouriprize@unesco.org](mailto:melinamercouriprize@unesco.org)) reste à votre disposition pour toute demande de renseignements concernant le processus de soumission de candidature.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



Audrey Azoulay  
Directrice générale

P.J. : 2

cc : Commissions nationales pour l'UNESCO  
Délégations permanentes auprès de l'UNESCO

## ANNEXE I

### Statuts du Prix international UNESCO-Grèce Méлина Mercuri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels

#### Article premier – But

Le Prix international UNESCO-Grèce Méлина Mercuri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels (« le Prix ») est destiné à récompenser des actions exemplaires de sauvegarde et de mise en valeur des grands paysages culturels du monde. Il porte le nom de celle qui fut un précurseur de la conservation intégrée et du développement durable, Méлина Mercuri, ancienne ministre de la culture de la Grèce. Le but de ce Prix est conforme aux orientations de l'UNESCO et se rattache au programme de l'Organisation dans le domaine de la culture, ainsi qu'à la stratégie d'ensemble du Comité du patrimoine mondial et aux priorités énoncées dans le document C/5 concernant l'amélioration de la gestion des biens du patrimoine mondial. Le Prix vise les catégories de paysages culturels définies par le Comité du patrimoine mondial à sa 16<sup>e</sup> session, à Santa Fé (États-Unis d'Amérique), en décembre 1992. Cette décision reconnaissait que la protection des paysages culturels s'inscrit dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial (1972). Le Prix resserre les liens entre culture et développement par le renforcement des capacités et le partage des connaissances.

#### Article 2 – Dénomination, montant et périodicité du Prix

2.1 Le Prix s'intitule « Prix international UNESCO-Grèce Méлина Mercuri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels ».

2.2 Le Prix est financé par le Gouvernement grec et consiste en un versement périodique de 75 000 dollars des États-Unis tous les deux ans. La valeur monétaire du Prix s'élève à 30 000 dollars des États-Unis, telle que fixée par le Directeur général en consultation avec le donateur en fonction de la contribution reçue, des intérêts produits par la somme déposée sur le compte spécial, conformément au Règlement financier de l'UNESCO, et des frais d'administration du Prix qui sont imputés sur le compte. La contribution du donateur doit être reçue la première année de chaque période de deux ans, au plus tard le 15 septembre, afin que les fonds soient disponibles suffisamment à l'avance pour permettre d'engager les dépenses correspondant à l'administration du Prix et à l'attribution du Prix proprement dit.

2.3 Tous les fonds reçus et les intérêts produits sont conservés sur un compte spécial produisant des intérêts ouvert pour le Prix.

2.4 Toutes les dépenses de personnel et tous les frais de fonctionnement/gestion du Prix, y compris la totalité du coût de la cérémonie de remise du Prix, de la réunion du jury international et de l'information du public, d'un montant estimatif de 45 000 dollars des États-Unis, sont intégralement à la charge de la délégation permanente de la Grèce auprès de l'UNESCO au nom du Gouvernement grec. À cette fin, le Directeur général prélève un montant obligatoire au titre des frais de gestion sur le compte spécial qui doit être ouvert conformément au Règlement financier du Prix.

2.5 Le Prix est décerné tous les deux ans, initialement pour trois exercices biennaux, à un unique lauréat. Il n'est décerné aucune mention honorable.

#### Article 3 – Conditions/critères applicables aux candidats

Les candidats doivent avoir apporté une contribution importante à la sauvegarde, la gestion et la mise en valeur des grands paysages culturels dans le monde. Le Prix peut être décerné à une personne, une institution, une autre entité ou une organisation non gouvernementale.

#### **Article 4 – Désignation/choix du lauréat**

Le lauréat est choisi par le Directeur général de l'UNESCO à la lumière de l'évaluation des candidatures faites par un jury et sur sa recommandation.

#### **Article 5 – Jury**

5.1 Le jury se compose de trois membres indépendants qui sont des personnalités réputées dans le domaine considéré, compte tenu de la nécessité d'une répartition géographique équitable, du respect de la parité et du principe de non-paiement d'honoraires. Les membres sont nommés par le Directeur général pour une période initiale de deux ans, pour un mandat couvrant au maximum trois périodes consécutives de deux ans. Les membres du Conseil exécutif et leurs suppléants ne peuvent pas être désignés comme jurés. En cas de conflit d'intérêts réel ou potentiel, un juré se récuse ou est prié par le Directeur général de le faire. Le Directeur général peut remplacer des membres du jury pour un motif légitime.

5.2 Le jury élit son/sa président(e) et son/sa vice-président(e). Les membres du jury ne sont pas rémunérés mais perçoivent une indemnité de voyage et de logement, le cas échéant. Il faut un quorum de deux membres pour que le jury puisse délibérer. Les langues de travail du jury sont l'anglais et le français.

5.3 Le jury conduit ses travaux et ses délibérations conformément aux présents Statuts et avec l'assistance d'un membre du Secrétariat de l'UNESCO, désigné par le Directeur général. Les décisions sont prises par consensus dans la mesure du possible et, sinon, à bulletins secrets jusqu'à ce qu'une majorité simple se dégage. Un membre du jury ne prend pas part au vote sur une candidature présentée par son pays.

5.4 Le jury se réunit tous les deux ans, de préférence au printemps.

5.5 Le jury adresse au Directeur général de l'UNESCO une évaluation concernant les candidatures, accompagnée de recommandations, tous les deux ans et au plus tard en juillet.

#### **Article 6 – Présentation des candidatures**

6.1 Une fois que l'UNESCO a reçu le financement du Prix, comme indiqué à l'article 2 ci-dessus, le Directeur général de l'UNESCO invite officiellement les gouvernements des États membres, en consultation avec leur commission nationale, les organisations non gouvernementales entretenant des relations de consultations formelles avec l'Organisation et actives dans un domaine visé par le Prix, ainsi que les organisations professionnelles, académiques et non gouvernementales internationales, régionales et nationales travaillant dans le domaine des paysages culturels, à présenter des candidatures au Secrétariat du Prix avant le dernier jour du mois d'avril de l'année où le Prix est décerné.

6.2 Les candidatures sont proposées au Directeur général par les gouvernements des États membres, en consultation avec leur commission nationale, ou par des organisations non gouvernementales entretenant des relations officielles avec l'UNESCO et actives dans un domaine visé par le Prix, ou encore par des organisations professionnelles, académiques et non gouvernementales internationales, régionales et nationales travaillant dans le domaine des paysages culturels. Nul ne peut présenter sa propre candidature spontanée.

6.3 Chaque candidature doit être accompagnée d'une recommandation écrite comprenant notamment, en anglais ou en français :

- (a) la description du profil et des réalisations du candidat ;
- (b) le résumé des travaux ou les résultats des travaux, y compris la description claire des contributions du candidat ayant une importance majeure dans le domaine des paysages

culturels, ainsi que les publications et autres documents pertinents ayant une importance majeure, soumis à l'attention du jury ;

- (c) la définition de la contribution du candidat à l'objectif du Prix ;
- (d) une photographie du candidat en haute résolution.

#### **Article 7 – Modalités d'attribution du Prix**

7.1 Le Prix est décerné par le Directeur général lors d'une cérémonie officielle organisée à cet effet au Siège de l'UNESCO, de préférence à l'occasion d'une session du Conseil exécutif précédant la Conférence générale de l'UNESCO. L'UNESCO remet au lauréat un chèque correspondant au montant du Prix, ainsi qu'un diplôme. L'UNESCO annonce officiellement le nom du lauréat.

7.2 Si les travaux récompensés sont l'œuvre de deux ou trois personnes, le Prix leur est décerné conjointement. Le montant du Prix ne peut en aucun cas être décerné à plus d'un lauréat.

7.3 Si possible, le lauréat fait un exposé sur un thème en relation avec les travaux récompensés. Cet exposé a lieu lors de la cérémonie de remise du Prix ou en liaison avec elle.

7.4 Les travaux effectués par une personne entre-temps décédée ne sont pas pris en considération pour l'attribution du Prix. Toutefois, en cas de décès d'un lauréat avant la remise du Prix, celui-ci peut lui être décerné à titre posthume.

7.5 Si un lauréat refuse le Prix, le jury soumet une nouvelle proposition au Directeur général.

#### **Article 8 – Clause de caducité automatique – renouvellement obligatoire du Prix**

8.1 À l'issue d'une période de six ans, il est procédé à une évaluation externe de tous les aspects du Prix, intégralement prise en charge par le donateur, en vue de décider s'il convient de le maintenir ou de le supprimer. Le Directeur général informe le Conseil exécutif de l'UNESCO des conclusions de cet examen.

8.2 En cas de suppression du Prix, l'emploi de tout solde inutilisé est décidé en consultation avec le donateur, conformément au Règlement financier du compte spécial du Prix.

#### **Article 9 – Appel**

Il ne peut être fait appel de la décision de l'UNESCO concernant l'attribution du Prix. Les candidatures proposées au Prix ne sont pas divulguées.

#### **Article 10 – Amendements aux Statuts du Prix**

Tout amendement aux présents Statuts doit être soumis au Conseil exécutif pour approbation.

#### **Appendice**

Les paysages culturels se divisent en trois catégories majeures :

- (i) Le plus facilement identifiable est le paysage clairement défini, conçu et créé intentionnellement par l'homme, ce qui comprend les paysages de jardins et de parcs créés pour des raisons esthétiques, qui sont souvent (mais pas toujours) associés à des constructions ou des ensembles religieux.
- (ii) La deuxième catégorie est le paysage essentiellement évolutif. Il résulte d'une exigence à l'origine sociale, économique, administrative et/ou religieuse et a atteint sa forme actuelle par association et en réponse à son environnement naturel. Ces paysages

reflètent ce processus évolutif dans leur forme et leur composition. Ils se subdivisent en deux catégories :

- un paysage relique (ou fossile) est un paysage qui a connu un processus évolutif qui s'est arrêté, soit brutalement soit sur une période, à un certain moment dans le passé. Ses caractéristiques essentielles restent cependant matériellement visibles ;
  - un paysage vivant est un paysage qui conserve un rôle social actif dans la société contemporaine étroitement associé au mode de vie traditionnel et dans lequel le processus évolutif continue. En même temps, il montre des preuves manifestes de son évolution au cours des temps.
- (iii) La dernière catégorie comprend le paysage culturel associatif. L'inscription de ces paysages sur la Liste du patrimoine mondial se justifie par la force d'association des phénomènes religieux, artistiques ou culturels de l'élément naturel plutôt que par des traces culturelles matérielles, qui peuvent être insignifiantes ou même inexistantes.

## ANNEXE II

### Prix international Méлина Mercuri UNESCO-Grèce pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels



Articles et documents à inclure dans les candidatures

Le processus de soumission de candidature se déroule en ligne sur le site Web de l'UNESCO :

<http://whc.unesco.org/fr/prixpaysagesculturels/> (français)  
<http://whc.unesco.org/en/culturallandscapesprize/> (anglais)

Les candidatures en ligne doivent être soumises à l'UNESCO en **anglais ou français** au plus tard **le 30 avril 2019** (minuit heure de Paris, UTC + 1).

#### I. Informations sur l'entité présentant la candidature

- (1) Nom de l'entité présentant la candidature
- (2) Type d'entité (État membre, ONG entretenant des relations formelles avec l'UNESCO, d'autres organisations actives dans le domaine des paysages culturels)
- (3) Coordonnées (adresse postale, personne morale, numéro de téléphone et adresse électronique)

#### II. Description du profil du candidat

- (1) Nom du candidat
- (2) Type d'entité (individuel, service public, ONG, institution académique, etc.)
- (3) Profil du candidat

#### III. Identification et description du paysage culturel

- (1) Nom du paysage
- (2) Pays
- (3) Situation (province, région, etc.)
- (4) Situation exacte et coordonnées géographiques
- (5) Étendue du bien et zone tampon (s'il y en a)
- (6) Nombre d'habitants
- (7) Statut légal
- (8) Institutions et organisations chargées de sa gestion et de sa conservation (nom et adresse) ou biographie (dans le cas de candidatures privées)

- (9) Caractéristiques du paysage
  - (a) Environnement naturel (éléments écologiques, géologiques, hydrologiques et climatiques)
  - (b) Éléments architecturaux (murs, terrasses, canaux, routes, etc.)
  - (c) Éléments représentant l'interaction entre les peuples et l'environnement naturel
  - (d) La valeur du bien en tant que paysage culturel
  - (e) L'authenticité et l'intégrité du paysage (s'il y en a)
- (10) L'histoire du paysage (incluant sa conservation, son utilisation et sa gestion)
- (11) Description et évaluation de l'état actuel de conservation
- (12) Mesures de gestion actuelles (légalles et/ou traditionnelles) et leur mise en œuvre
- (13) État du tourisme (nombre de visiteurs, activités majeures, etc., le cas échéant)
- (14) Sources et niveaux de financement de la conservation
- (15) Les facteurs affectant le paysage et les mesures préventives prises

#### **IV. Justification de la nomination**

- (1) Les réalisations du candidat dans la sauvegarde et la gestion du paysage culturel concerné (veuillez souligner les efforts uniques et innovateurs)
- (2) La contribution du candidat aux objectifs du Prix
- (3) La contribution du candidat à des objectifs précis énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030

#### **V. Documentation à fournir**

- (1) Photos haute résolution du candidat et du paysage culturel (au moins 5 photos en JPEG)
- (2) Toutes publications et autres pièces justificatives pour présenter les contributions du candidat à la sauvegarde du paysage
- (3) Cartes et/ou plans indiquant :
  - Localisation géographique du paysage (échelle 1/500 000 jusqu'à 1/2 000 000)
  - Carte topographique avec indication claire de la limite et, le cas échéant, de la zone tampon (échelle 1/5 000 jusqu'à 1/25 000 ; pour les petites propriétés, échelle 1/500 jusqu'à 1/1 000)
- (4) Documentation sur la protection juridique existante (le cas échéant)
- (5) Plans ou mécanismes de conservation et de gestion
- (6) Inventaire des éléments les plus importants du paysage culturel
- (7) Adresse où l'inventaire, le dossier et les archives sont conservés
- (8) Bibliographie